

« Il faut garantir un travail pour tous avec un salaire à la hauteur »

Dans le dernier livre qu'il vient de publier aux éditions du Cherche Midi, « Le parti pris du travail », le secrétaire national du PCF explique que le monde du travail, la production et la répartition des richesses doivent être au cœur du projet et du programme que défend le Parti Communiste pour la France. Entretien.

Comment réagis-tu à l'annonce que vient de faire la direction d'ArcelorMittal France qui prévoit 636 suppressions d'emploi ?

Fabien Roussel : La direction d'ArcelorMittal déroule un plan que la CGT et le PCF ont dévoilé il y a plusieurs semaines. Elle repousse les investissements nécessaires pour décarboner. Elle est en train de préparer les esprits pour écrire les pires scénarios. Nous appelons le gouvernement à agir rapidement. 800 millions d'euros d'aides publiques ont été mis sur la table pour accompagner le projet de décarbonation. Ou ArcelorMittal en met autant pour engager les travaux et garantir la pérennité du site, ou le gouvernement nationalise cet outil de production, comme le Parlement britannique l'a fait en autorisant le gouvernement à prendre le contrôle opérationnel de l'aciérie de British Steel à Scunthorpe. Dans la guerre économique qui se joue aujourd'hui, il ne faut pas trembler. Il faut tout mettre en œuvre pour préserver nos outils de production stratégique essentiels, et notamment ceux de la sidérurgie.

Dans ton livre, tu évoques une France plus divisée que jamais où l'on oppose ceux qui travaillent et ceux qui chôment, les Français et les étrangers, les fonctionnaires et les salariés du privé, les banlieues et la ruralité, les wokes et les anti-wokes, etc... Où se situe le vrai débat aujourd'hui ?

J'alerte en effet les Français sur le fait que tout est fait pour nous diviser. C'est très facile d'opposer la France des banlieues à celle des campagnes, d'opposer les salariés du public à ceux du privé, ceux qui travaillent et ceux qui bénéficient du RSA. C'est trop facile d'opposer les travailleurs en fonction de leur couleur de peau ou de leur religion. Tous les jours, il y a des événements qui alimentent ces divisions avec la complicité des médias et de responsables politiques dont beaucoup d'extrême-droite et de droite. Pendant ce temps, les banquiers et les financiers comptent leurs billets. Nous ne

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2506 – Mercredi 7 mai 2025



FABIEN ROUSSEL LE PARTI PRIS DU TRAVAIL



devons pas céder face à cette division et soyons unis pour résister au monde de la finance. Je regrette que parfois, les responsables de gauche alimentent les divisions. Pour ma part, je n'y céderai pas et j'appelle à l'union du peuple travailleur.

Mais quand tu dis vouloir combattre le principe du RSA au profit d'un travail pour tous, certains ne retiennent que la première partie de la proposition et cela provoque une polémique anti-Roussel.

Mais au contraire, je prends la défense, quelque part, des allocataires du RSA ! Non pas en leur disant, ne vous inquiétez pas, vous continuerez à toucher le RSA jusqu'à la fin de votre vie, ce n'est pas la société que nous défendons. On ne vit pas avec le RSA, on survit et on est obligé d'aller à la Banque Alimentaire pour se nourrir. Le projet de société que portent les

communistes, c'est une société où le RSA n'existe plus. Notre projet de société, c'est une société où chacun parvient à vivre avec un salaire en échange d'un travail, ou avec une formation avec un salaire comme base de moyen d'existence. Une formation à temps plein doit induire un salaire à temps plein.

Tu révoques la nécessité d'une banque publique, un sujet qui te tient à cœur. Peux-tu développer ?

En fait, elle existe. Le pôle public est constitué de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), la Banque postale et la Banque publique d'investissement (BPI). Ce pôle représente 1.300 milliards d'euros de dépôt. La politique de la Caisse des Dépôts est définie par le Parlement, c'est donc sous contrôle public. Ces 1.300 milliards d'euros, c'est l'argent des Français. Ils doivent servir en priorité à financer nos besoins et c'est là que nous pouvons trouver les moyens de nous désengager des marchés financiers. Au lieu d'emprunter sur ces marchés à des taux parfois usuriers, faisons appel à ce pôle public pour financer les besoins de la France à taux zéro. ■

Guerre commerciale : les dix erreurs de Donald Trump (1/3)

En augmentant les taxes à l'importation, Trump cherche à atteindre trois objectifs : réduire le déficit commercial, favoriser le retour des industries sur le sol américain, et augmenter les ressources de l'État fédéral afin de diminuer les impôts.

Sur le papier, cette démarche n'est pas illogique. Le principal problème, c'est qu'elle est irréalisable.

Trump incarne la tentative désespérée de supprimer cette montagne de dettes sur laquelle est bâtie la prospérité momentanée des États-Unis. Mais la méthode retenue simple accentuer les contradictions au lieu de contribuer à les résoudre. Car elle repose sur plusieurs erreurs d'analyse, relevées par d'innombrables commentateurs.

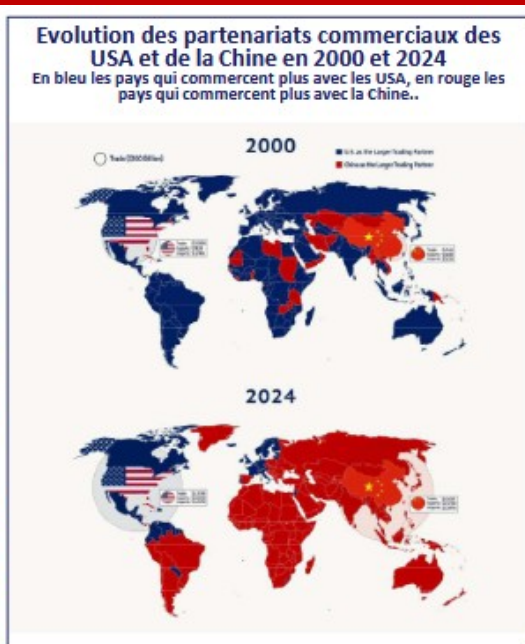
1- Erreur d'analyse sur la dépendance chinoise aux exportations.

Trump a cru qu'il allait mettre la Chine à genoux en lui imposant des barrières tarifaires, parce qu'il est persuadé que l'économie chinoise est dépendante des exportations. Certes, la Chine exporte beaucoup en termes absolus, mais en pourcentage de son PIB, elle dépend de moins en moins des exportations. Ses exportations représentent 19,74% du PIB, contre 29,27% en moyenne nationale, 47,14% pour l'Allemagne et 44% pour la Corée du Sud.

La Chine, elle, n'est plus une économie exportatrice : la contribution de l'excédent commercial au PIB est passée de 9,9% en 2007 à 2,2% en 2024. L'idée selon laquelle des droits de douane appliqués à l'échelle mondiale seraient particulièrement négatifs pour la Chine, est donc totalement fautive. Son développement repose pour l'essentiel sur la consolidation de son marché intérieur, c'est-à-dire sur l'élévation constante du niveau de vie des Chinois.

2- Erreur d'analyse sur les causes du déclin industriel américain.

Selon l'administration Trump, la concurrence chinoise est la cause de tous les maux. Avec le libre-échange, elle aurait « volé des emplois industriels bien rémunérés » aux États-Unis et précipité leur déclin industriel. Sauf que les États-Unis eux-mêmes ont créé la mondialisation libérale et incité la Chine à y participer, ce qu'elle a fait en adhérant à l'OMC en 2001. Mais l'adhésion de la Chine à l'OMC n'a pas eu d'influence majeure sur le déclin de l'emploi industriel aux États-Unis : ce dernier a simplement poursuivi la tendance à la baisse



entamée depuis les années 1950. Comme le souligne l'analyse Arnaud Bertrand, si le déclin industriel n'a rien à voir avec le commerce, prétendre le résoudre par des politiques commerciales n'a vraiment aucun sens.

3- Erreur d'analyse sur la nature même de la guerre commerciale.

Trump a oublié que la guerre commerciale n'est pas une guerre à court terme, mais une guerre d'usure, et que le gagnant est celui qui a les meilleurs atouts sur le long terme.

Les États-Unis sont un pays à revenu élevé qui s'appuie principalement sur les industries

de haute technologie. L'une des caractéristiques de ces industries est que le leadership technologique nécessite des investissements substantiels en R&D –recherche et développement. Or, les bénéfices générés par la R&D sont déterminés par la taille du marché : plus ce marché est important, plus le chiffre d'affaires des entreprises qui ont investi dans la R&D est important. Des deux pays, la Chine et les États-Unis, qui dispose du marché le plus important ?

Aujourd'hui, c'est la Chine. Elle a quatre fois plus d'habitant que les États-Unis, et sa population s'enrichit davantage chaque année. Pour prendre un seul exemple, de 2010 à 2023, le salaire moyen urbain en Chine est passé de 36.539 Y à 120.698 Y. Le taux de croissance chinois est deux à trois fois supérieur à celui des États-Unis, et son PIB industriel représentera bientôt quatre fois le PIB industriel américain. Si c'est la taille du marché qui détermine la capacité à réaliser les investissements en R&D indispensables au leadership technologique, alors il est clair que la Chine l'emportera.

4- Erreur d'analyse sur la part des États-Unis dans le commerce chinois.

Trump s'imaginait que les barrières tarifaires allaient provoquer la « panique » chez les Chinois. Pourquoi ? Parce qu'il croyait que le marché américain était essentiel pour l'économie chinoise. Mais c'est faux. La Chine s'attendait à cette offensive douanière, et elle a préparé sa riposte depuis longtemps :

- ♦ la Chine a réussi à réduire sa dépendance au marché américain : ses exportations vers les États-Unis sont passées de 19,2% en 2018 à 14,7% en 2024, contre 16,4% pour les pays de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-est) et 47,8% pour les pays de « La Ceinture et la Route » (anciennes routes de la Soie).

- ♦ 85% des entreprises chinoises exportatrices réalisent également des ventes sur le marché intérieur, qui représente 75% de leur chiffre d'affaires. La hausse des tarifs douaniers constitue donc une motivation supplémentaire pour miser sur la croissance de la demande intérieure.
- ♦ Cette hausse représente aussi une opportunité stratégique pour la Chine : elle justifie son nouveau modèle de développement fondé sur l'autonomie technologique, comme l'attestent les succès déjà remportés dans l'Intelligence Artificielle ou les robots humanoïdes.
- ♦ Enfin, elle fait apparaître la Chine comme une grande impuissance responsable, par opposition aux États-Unis, dont la politique agressive et chaotique perturbe l'économie mondiale.

Au total, la part des exportations chinoises vers le marché américain ne représente qu'une très faible part du PIB de la Chine. La Chine résistera d'autant mieux à la guerre commerciale qu'elle exporte de plus en plus vers les pays émergents : ils représentent l'avenir et non le passé. Ajoutons que la structure du commerce bilatéral Chine/USA est favorable à la Chine en cas de suspension des échanges. La Chine, pour ses exportations, a une position inégalée dans les minéraux critiques et les produits technologiques dont le marché américain peut difficilement se passer. À l'inverse, la Chine peut très bien remplacer les importations à faible valeur ajoutée venant des États-Unis, car ce sont principalement des produits agricoles. ■



Fête Mosaïque

Cultures du Monde

Samedi 10 mai 2025
13h30-19h
Place de la mairie
de Mont-de-Marsan

Ateliers créatifs

Musiques & Danses

Stands associatifs

Goûter et tombola offerts

Avec la participation de :
AFL du Marsan, NEVEM, UNICEF, Ligue des Droits de l'Homme, Couleurs Caraïbes, Junior Association, Conseil Citoyen, M.A.S.E.S.A, ASAE, Team Shana, MRAP, Blue Moun, Lous Capbourruts, Rythme Espoir, Romano Oro, Hoki Vai, APMO, Atamai, Team Sama, France Palestine Solidarité...





Action du 1^{er} Mai 2025



Le 1^{er} mai est dans la suite du 8 mars, en intersyndicale avec 270 manifestations et plus de 300.000 participants au niveau national avec comme revendications la Paix juste et durable sur l'ensemble de la planète, les retraites, les salaires, l'emploi dans l'industrie et les Services Publics.

Au niveau local, l'unité syndicale a bien fonctionné avec plus de 600 participants qui ont manifesté dans les rues de Dax sous un beau soleil printanier. Ce 1^{er} Mai, les Landais se sont mobilisés en nombre à l'initiative des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, CFTC et UNSA pour l'augmentation des salaires, contre la casse des services publics, pour les droits et libertés syndicales et pour la Paix dans le monde. Grâce à l'unité et la solidarité internationale nous pourrions préserver la Paix entre les peuples et préserver la planète.

La Cgt se félicite de cette journée du 1^{er} mai et appellent les salariés à **préparer activement la journée de grève et de mobilisation décidée pour le 5 juin, pour nos retraites, pour gagner l'abrogation de la réforme à 64 ans.** D'ores et déjà nous devons organiser dans tous les syndicats des assemblées générales pour généraliser cette journée et gagner l'engagement des syndicats et des salariés pour combattre cette réforme néfaste pour l'ensemble du monde du travail.

Vive la lutte, vive la Paix, vive l'unité des salariés, vive le salariat organisé, vive le 1^{er} mai.

Alain EYRAUD

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

INITIATIVES

Lundi 12 mai 2025 à 19 h

**Salle de l'Orangerie (Parc de la Mairie)
à Aire-sur-l'Adour**

Conférence-débat animée par Chloé PÉTAT

de la GRS, autrice de l'ouvrage « La révolution ratée du transport ferroviaire au 21ème siècle » avec la participation du collectif « Osons le train »

« Où le train passe, la vie reprend »

**Initiative débroussaillage de la voie ferrée à
la gare de Riscle**

Samedi 17 mai 2025 à 10 h 30

Cet évènement festif et symbolique consiste à mettre en avant le besoin nécessaire de rouvrir la ligne Morcenx/Mont-de-Marsan/Aire-sur-l'Adour/Riscle/Maubourguet/Tarbes/Bagnères-de-Bigorre.

Venez nombreux à cette initiative du collectif « Osons le train » afin d'agir pour la relance du service public ferroviaire.

Projection-débat du film documentaire

« La part des autres »

Mercredi 21 mai 2025 à 18 h 30

**Siège de la Fédération des Landes du PCF
7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan**

Le documentaire « La part des autres » pose un regard sur l'appauvrissement tant des producteurs que des consommateurs et interroge sur les conditions d'un accès digne pour tous à une alimentation de qualité et durable. Il est un outil pour animer le débat. Il a été lauréat du festival Alimenterre 2022.

Débat samedi 24 mai 2025 à 10 h 30

**Salle de la Haute-Lande au centre Jean
Jaurès à Morcenx-la-Nouvelle**

Sur le thème « **Conséquences des politiques de Macron sur nos collectivités** », avec la participation de Damien Delavoie, conseiller départemental.

Ce débat sera suivi du verre de l'amitié et d'un repas froid (participation 12 €).

Mercredi 28 mai à 18 h 30

**Compte-rendu de mi-mandat des
conseillers régionaux communistes de
Nouvelle-Aquitaine**

**Siège de la Fédération des Landes du PCF
7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan**

■

Gnacs et Chacailles

DATI TRÉPIGNE

Dans Paris à vélo on dépasse les autos/ A vélo dans Paris on dépasse les taxis...Place des fêtes on roule au pas/ Place Clichy on ne roule pas/ La Bastille est assiégée/ Et la République est en danger...Dans Paris à vélo...L'agent voudrait se mettre au vert/ L'Opéra rêve de grand air/ A Cambronne on a des mots/ Et à Austerlitz c'est Waterloo...Dans Paris à vélo... Extrait de «La Complainte De L'heure De Pointe (À vélo dans Paris)» créée en 1972, par Joe Dassin (1938-1980). Ambitieuse pour conquérir Paris à droite, fringante et friquée, voilà Rachida Dati (née le 27/11/1965 à Saint-Remy, Saône-et-Loire) ministre macroniste à la communication après toute une carrière de ministre groupie de Sarkozy. Et elle marque sa venue ministérielle en fanfare avec son projet de fusion et de mise au pas de l'audiovisuel public. Hélas pour elle et heureusement pour nous, les personnels de France Inter et autres médias publics se mettent en grève pour défendre ce fleuron de l'information publique. "Poésie et ainsi de suite", produite et animée depuis 2015 sur France culture par Manou Farine (critique d'art et journaliste née en 1973), a été «remerciée» par la décision brutale de la direction de France Culture de supprimer fin mai 2024, l'émission, mettant par là-même fin à la place historique donnée par cette radio à la poésie déjà réduite à peau de chagrin. Cette émission, même dans son format resserré à une demi-heure hebdomadaire, offrait la seule fenêtre médiatique sur un champ essentiel de la création littéraire, vivier d'écrivains, espace de recherche, d'ouverture. Chez les poètes, les actrices et acteurs du monde culturel, les citoyennes et citoyens, une inquiétude réelle se manifeste face aux choix opérés par la direction de France Culture, qui plus est dans un contexte de projet de fusion de l'audiovisuel public. La direction de France culture, radio publique de qualité, devrait comprendre à quel point «Poésie et ainsi de suite» faisait partie de l'ADN de la chaîne publique. Les auditeurs demandent au contraire, le retour voire le développement, de cette émission indispensable, avec son animatrice, sur France Culture. Depuis le 1er avril 2025, la Commission Culture de l'Assemblée nationale étudie la proposition de loi relative à une réforme de l'audiovisuel public, qui vise à regrouper les entreprises dans une holding ou à les fusionner. C'est un projet dangereux à plusieurs égards, par le risque de perte d'indépendance, les atteintes à la pluralité, la réduction de l'offre de programmes et de la qualité des contenus. A l'heure où les faux contenus se multiplient sur Internet et où les tentatives d'ingérence étrangère se font toujours plus menaçantes, il est à craindre un affaiblissement de l'audiovisuel public et la mise en cause d'une offre d'information fiable, indépendante et riche avec une couverture de tout le territoire français. Une grande soirée pour la défense de l'audiovisuel public a eu lieu le 31 mars 2025 à la Bourse du travail de Paris. Parmi les intervenant-es, plusieurs élu-es signataires de la tribune de soutien publiée en février 2025, ainsi que des personnalités comme Sophie Taillé Polian (députée née le 4/10/1974 à Ermont) de la Commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, le Président de la Commission des finances de l'Assemblée, des salarié-es des entreprises de l'audiovisuel public et des acteurs de la société tels que l'économiste Julia Cagé (née le 17/02/1984 à Metz), l'historien Alexis Lévrier (né à Périgueux le 31/12/1975), Sophie Binet (née en 1982, secrétaire générale de la CGT), etc. L'objectif est d'éclairer le vote des députés. Dati, et d'autres, trépignent d'ambition réactionnaire... Enviam los ue bona pinha revolucionària (Envoyons leur une bonne pigne révolutionnaire). ■

Roger La Mougne